

## **GA - General Assembly 2017**

---

GA30/11

**Exchange of letters constituting an agreement between  
ICCROM and the Italian Republic for the  
amendment of art 11 of the HQs' Agreement  
Law 11 June 1960 n. 723**

*Approved by the Council C88*

(For ratification)

**Échange de lettres constituant un accord entre l'ICCROM  
et la République italienne concernant l'amendement de  
l'article 11 de l'Accord de Siège, Loi 11 juin 1960, n. 723.**

*Approuvé par le Conseil C88*

(Pour ratification)



INTERNATIONAL CENTRE FOR THE  
STUDY OF THE PRESERVATION AND  
RESTORATION OF CULTURAL PROPERTY

CENTRE INTERNATIONAL D'ETUDES  
POUR LA CONSERVATION ET LA  
RESTAURATION DES BIENS CULTURELS

Ref.DG/SDC/SKJ/MTJ/pr

FF: Italy MAECI



Rome, le 17 mars 2017

Monsieur le Vice-Ministre,

Par votre lettre en date du 17 mars 2017, vous avez voulu me communiquer ce qui suit:

*«Monsieur le Directeur général,*

*J'ai l'honneur de me référer aux conversations qui ont eu lieu au sujet du contenu de l'Article 11 de l'Accord entre le Gouvernement de la République italienne et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture pour régler l'installation et le statut juridique du «Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels» sur le territoire italien, signé à Paris le 27 avril 1957 et modifié par l'Echange de Notes du 7 janvier 1963 (Accord de Paris).*

*A cet égard, j'ai l'honneur de vous communiquer que :*

*Le Gouvernement italien,*

- rappelant la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées du 21 novembre 1947 et son Annexe IV, en vigueur pour l'Italie depuis le 30 août 1985 avec sa Déclaration formulée au moment du dépôt de son instrument d'adhésion ;*
- rappelant la Liste des institutions susmentionnées, publiée à la « Gazzetta Ufficiale della Repubblica italiana » n. 115 du 19 mai 1992 ;*

*Propose que:*

*1. Le texte de l'article 11 de l'Accord de Paris soit ainsi reformulé :*

*«Tous les fonctionnaires du Centre, quelle que soit leur nationalité, jouissent de l'immunité de toute juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.*

*Il est reconnu par le Gouvernement italien au Directeur et au Sous-Directeur du Centre le même traitement que celui qui est réservé aux membres des Missions diplomatiques auprès de la République italienne.*

*Tous les fonctionnaires jouissent de l'exemption de tout impôt sur les traitements, émoluments et indemnités qui leur sont versés à titre de rémunération par le Centre. »*

*./.*

Dott. Mario Giro  
Vice Ministro degli Affari Esteri e della  
Cooperazione Internazionale  
Piazzale della Farnesina, 1  
00195 Roma



2. À titre de règlement de toutes les sommes dues conformément à l'Article 2 de l'Accord de Paris, le Gouvernement italien paiera en un seul versement la somme d'un million (1.000.000) d'euros.

*Au cas où vous seriez d'accord sur ce qui précède, je proposerais que cette lettre ainsi que votre réponse constituent un accord entre le Gouvernement italien et l'ICCROM, accord qui entrerait en vigueur le jour de la dernière des notifications par lesquelles les deux Parties contractantes se seront réciproquement communiqué que les mesures nécessaires pour en permettre l'exécution ont été prises en accord avec les règles en vigueur dans les systèmes juridiques respectifs.*

*Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma haute considération».*

J'ai l'honneur de vous communiquer que je suis d'accord sur ce qui précède et que votre lettre, ainsi que ma réponse, constitueront un accord entre le Gouvernement italien et l'ICCROM.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

Stefano De Caro  
Directeur général de l'ICCROM

INTERNATIONAL CENTRE FOR THE  
STUDY OF THE PRESERVATION AND  
RESTORATION OF CULTURAL PROPERTY

CENTRE INTERNATIONAL D'ÉTUDES  
POUR LA CONSERVATION ET LA  
RESTAURATION DES BIENS CULTURELS



Ref. DG/SDC/SKJ/MTJ/pr  
FF: Italy MAECI

Rome, March 17, 2017

Dear Vice-Minister,

By your letter dated March 17, 2017, you wished to communicate the following to me:

*"Dear Director-General,*

*I have the honour to refer to the conversations which have taken place with regard to the contents of Article 11 of the Agreement between the Government of the Italian Republic and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization for the purpose of regulating the establishment and legal status of the "International Centre for the Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property" in Italy, signed in Paris on April 27, 1957 and amended by the Exchange of Notes of January, 7 1963 (Paris Agreement).*

*In this regard, I have the honour to communicate to you that:*

*The Italian Government,*

- *recalling the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies of November 21, 1947 and its Annex IV, which has been in force in Italy since August 30, 1985 with its Declaration made at the time of the deposit of its instrument of adhesion;*
- *recalling the List of the above-mentioned institutions, published in the "Official Gazette of the Italian Republic" No. 115 of May 19, 1992;*

*I propose that:*

1. *The text of Article 11 of the Paris Agreement should be reformulated as follows:  
"All officials of the Centre, regardless of their nationality, shall enjoy immunity from jurisdiction concerning any action carried out in the performance of their duties.  
The Director and the Assistant Director of the Centre shall be accorded by the Italian Government the same treatment granted to members of the Diplomatic Missions to the Italian Republic.  
All officials shall be exempt from taxation on the salaries, emoluments and allowances that are paid to them by the Centre as remuneration".*

*. /.*

Mr. Mario Giro  
Vice Minister for Foreign Affairs and  
International Cooperation  
Piazzale della Farnesina, 1  
00195 Rome

2. *As settlement of all sums due pursuant to Article 2 of the Paris Agreement, the Italian Government shall pay the sum of one million Euros (1,000,000) in one single instalment.*

*Should you be in agreement with the foregoing, I would propose that this letter together with your reply shall constitute an agreement between the Italian Government and ICCROM, an agreement which shall enter into force on the day of the last notification by means of which the two contracting Parties will have communicated to each other that the measures necessary to permit the execution of the agreement have been taken in accordance with the rules in force in their respective legal systems.*

*Please accept, Mr Director-General, the assurances of my highest consideration."*

I have the honour of communicating to you that I agree with the foregoing and that your letter, as well as my reply, shall constitute an agreement between the Italian Government and ICCROM.

Please accept, Mr Vice-Minister, the assurances of my highest consideration.

Stefano De Caro  
Director-General of the ICCROM

---



*Ministero degli Affari Esteri  
e della Cooperazione Internazionale*

prot. MAE 0052672

Rome, 17 mars 2017

Monsieur le Directeur Général,

*Caro Stefano,*

j'ai l'honneur de me référer aux conversations qui ont eu lieu au sujet du contenu de l'article 11 de l'Accord entre le Gouvernement de la République italienne et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture pour régler l'installation et le statut juridique du « Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels » sur le territoire italien, signé à Paris le 27 avril 1957 et modifié par Echange de Notes du 7 janvier 1963 (Accord de Paris).

A cet égard, j'ai l'honneur de vous communiquer que :

le Gouvernement italien,

rappelant la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées du 21 novembre 1947 et son Annexe IV, en vigueur pour l'Italie depuis le 30 août 1985 avec sa Déclaration formulée au moment du dépôt de son instrument d'adhésion ;

rappelant la Liste des institutions susmentionnées, publiée à la « Gazzetta Ufficiale della Repubblica italiana » n. 115 du 19 mai 1992 ;

---

Monsieur Stefano De Caro  
Directeur Général de ICCROM  
Via del Porto 13  
00153 Roma



Propose que :

1. Le texte de l'article 11 de l'Accord de Paris soit ainsi reformulé :

« Tous les fonctionnaires du Centre, quelle que soit leur nationalité, jouissent de l'immunité de toute juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Il est reconnu par le Gouvernement italien au Directeur et au Sous-Directeur du Centre le même traitement que celui qui est réservé aux membres des Missions diplomatiques auprès de la République italienne. Tous les fonctionnaires jouissent de l'exemption de tout impôt sur les traitements, émoluments et indemnités qui leur sont versés à titre de rémunération par le Centre. »

2. A titre de règlement de toutes les sommes dues conformément à l'article 2 de l'Accord de Paris, le Gouvernement italien paiera en un seul versement la somme d'un million (1.000.000) d'euros.

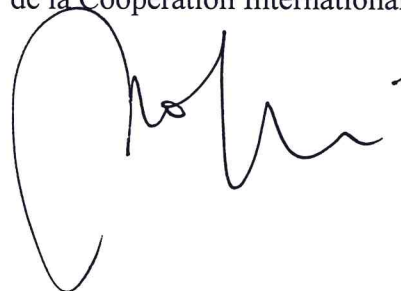
Au cas où vous seriez d'accord sur ce qui précède, je proposerais que cette lettre ainsi que votre réponse constituent un accord entre le Gouvernement italien et l'ICCROM, accord qui entrerait en vigueur le jour de la dernière des notifications par lesquelles les deux Parties contractantes se seront réciproquement communiqué que les mesures nécessaires pour en permettre l'exécution ont été prises en accord avec les règles en vigueur dans les systèmes juridiques respectifs.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, les assurances de ma haute considération.

*un cord saluto!*

Mario Giro

Vice-Ministre des Affaires Etrangères et  
de la Coopération Internationale





Logo of Ministry of Foreign Affairs

Protocol: MAE 0052672  
Rome, March 2017

*Dear Director-General, Dear Mr De Caro,*

*I have the honour to refer to the conversations that have taken place in relation to the contents of Article 11 of the Agreement between the Government of the Italian Republic and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization for the purpose of regulating the establishment and legal status of the "International Centre for the Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property" in Italy, signed in Paris on 27 April 1957, and amended by the Exchange of Notes of 7 January 1963 (Paris Agreement).*

*In this regard, I have the honour to communicate to you that:*

*The Italian Government,*

- recalling the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies of 21 November 1947 and its Annex IV, which has been in force in Italy since 30 August 1985, with its Declaration made at the time of the deposit of its instrument of adhesion;*
- recalling the List of the above-mentioned institutions, published in the "Official Gazette of the Italian Republic" No. 115 of 19 May 1992;*

---

Mr. Stefan De Caro  
Director General of ICCROM  
Via del Porto 13  
00153 Rome

*I propose that:*

1. The text of Article 11 of the Paris Agreement should be reformulated as follows:

“All officials of the Centre, regardless of their nationality, shall enjoy immunity from jurisdiction concerning any action carried out in the performance of their functions.

The Director and the Assistant Director of the Centre shall be recognized by the Italian Government the same treatment granted to members of the Diplomatic Missions to the Italian Republic.

All officials shall be exempt from taxation on the salaries, emoluments and allowances paid to them by the Centre as remuneration”.

2. As settlement of all sums due pursuant to Article 2 of the Paris Agreement, the Italian Government shall pay the sum of one million euro (1,000,000) in one single instalment.

Should you be in agreement with the foregoing, I would propose that this letter together with your reply shall constitute an agreement between the Italian Government and ICCROM, an agreement which shall enter into force on the day of the last notification by means of which the two contracting Parties will have communicated to each other that the measures necessary to permit the execution of the agreement have been taken in accordance with the rules in force in their respective legal systems.

Please accept, Mr Director General, the assurances of my highest consideration.

My warmest greetings!

Mario Giro  
Vice Minister of Foreign Affairs  
and International Cooperation